

À Metz, un camp de réfugiés au bord de l'explosion

Élise Descamps, à Metz, le 07/07/2017 à 15h00

Mis à jour le 07/07/2017 à 18h39 Journal La Croix

Plus de 600 demandeurs d'asile venant essentiellement des Balkans s'entassent depuis plus de trois mois sur un parking de la ville dans des conditions sanitaires déplorables.



Avenue de Blida, à Metz, plus de 600 personnes – 630 au dernier recensement – s'entassent sur un ancien parking de bus. Depuis trois ans, des demandeurs d'asile arrivent ici soit directement de leur pays (majoritairement des Balkans, mais également Syriens, Africains...), soit après avoir été déboutés dans un pays européen, l'Allemagne notamment. Ils échouent ici en quête d'un avenir meilleur.

Un campement qui se reforme chaque année

Le droit d'asile prévoyant que tout demandeur enregistré bénéficie d'un logement, la préfecture se démène pour trouver des solutions, mais la Moselle est dépassée par l'afflux. 3 000 personnes sont arrivées depuis le 1er janvier. Serpent de mer, le camp de Blida se reforme chaque année depuis 2013 au printemps pour être démantelé à la veille du plan grand froid, en novembre.

Le terrain appartient à la ville, mais il relève des services de l'État. Les tentes fournies par la Fondation abbé Pierre, Médecins du monde et des particuliers, sont souvent posées sur des palettes, qui ne suffisent cependant pas à protéger les occupants des fortes pluies, sur ce terrain de terre et de goudron. Les occupants y ajoutent souvent un auvent fait de bâches et planches clouées.

En ces jours de canicule, la température intérieure monte souvent à plus de 40°. Visités par les rats, collés les uns contre les autres, les abris laissent juste deux allées pour circuler. La promiscuité empêche toute intimité, échauffe les esprits, pousse aux bagarres, parfois violentes, entre ethnies. Certaines exercent une domination sur d'autres. L'espace manque cruellement à la centaine d'enfants pour jouer.

Zvonko et sa femme ne quittent pas leur tente

Ceux qui ont une place ne la lâchent pas. Craignant de louper leur « transfert » s'ils s'absentaient, le serbe Zvonko et sa femme ne quittent pas leur tente. Ils souffrent de douleurs intestinales et leur moral est au plus bas. Ils sont revenus de l'hôpital de Metz il y a quelques jours avec chacun un volumineux sachet de médicaments. La nuit, ils disent rêver des menaces de mort qu'ils ont reçues dans leur pays.

Un peu plus loin, une mère lave son bébé dans une baignoire en plastique. Les six membres de la famille dorment dans la même tente depuis un mois, se nourrissant essentiellement de frites surgelées qu'ils cuisent dans leur friteuse. Ils ne sont pas les seuls, et les rallonges électriques courent dans le camp au mépris de toutes les normes de sécurité. Leur fils de dix ans nous réclame un poisson : « *Comme ça, je le regarderai sauter* ». Kosovare, la maman a sympathisé avec une famille musulmane de Metz qui vient de temps en temps chercher ses enfants pour les faire dormir au calme, en appartement.

Médecins du monde dénonce un « bidonville d'État »

Mais depuis quelques jours, les réfugiés ne reçoivent plus aucune visite sur le camp. Pour des raisons de sécurité, la préfecture n'en autorise plus l'accès aux particuliers. Or ce sont eux, fédérés en collectifs informels comme Le soleil de Blida (200 particuliers solidaires fédérés via une page Facebook), qui apportaient l'aide concrète : distribution de repas chauds, animations pour les enfants, installation des arrivants, réaffectation des tentes vides...

Hormis Médecins du monde, les grandes associations proposent surtout leurs services en ville et exercent une pression politique. Elles ont presque toutes refusé de signer la convention imposée par la préfecture. « *C'est un bidonville d'État. Être partenaire serait une hérésie* », commente Malika Tounsi, de Médecins du monde, qui intervenait jusque-là plusieurs fois par semaine. Cette convention leur demandait en effet de vérifier le casier judiciaire de leurs bénévoles, ce à quoi elles se refusent.

Le contexte est donc explosif. « *Et s'il arrive quelque chose, un incendie, une épidémie ?* », lance Marie-Claire Fabert, coordinatrice du réseau des associations de solidarité de Metz, qui vient de publier un manifeste « pour faire valoir les droits et la dignité ». Les signataires y réclament le démantèlement du bidonville, avec relogement pour tous, et dans l'immédiat l'accès à davantage d'espace (un parking contigu est vide) et la mise en place d'équipements dignes.

« Plus d'arrivées que de départs »

Tous le reconnaissent cependant : l'État ne fait pas rien. Cette année, une société de sécurité contrôle le site. Six toilettes, six douches et trois gazinières ont été installées. Depuis fin juin, l'État finance chaque soir une permanence de la Protection civile pendant deux heures pour soulager les urgences hospitalières. Et alors que les personnes n'ont légalement droit à aucune aide financière (elles attendent l'ouverture de leurs droits à l'allocation pour demandeur d'asile), il est distribué aux femmes et aux familles des tickets alimentation de 4,40 € par personne et par jour.

Chaque jour, quelques personnes sont envoyées en foyer, logement social ou hôtel, et sur le millier de personnes ayant transité ici depuis avril, la moitié ont été logées. « *Mais il y a plus d'arrivées (10 à 15 nouvelles personnes chaque jour) que de départs* », s'inquiète Claude Thirion, le coordonnateur du Soleil de Blida. Avec le Collectif mosellan de lutte contre la misère, il vient d'installer plusieurs familles au camping municipal. La facture sera envoyée à la préfecture. Sollicitée par *La Croix*, celle-ci ne nous avait, vendredi 7 juillet, pas encore répondu.